

Type de réunion

Réunion d'école publique

01 Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

- Réaffirmation très forte de la laïcité, enviée par les autres pays, il faut transmettre cette valeur pour l'Ecole de l'Europe.
- Devoir des citoyens à obéir à la règle d'un pays.
- Face à la réaffirmation de la laïcité, étonnement du soutien fort des gouvernements à des écoles privées (confessionnelles ou patronales).
- De quelle égalité parle t-on ?
 - Il existe de grandes différences dans les moyens attribués à chaque école et au niveau du suivi des élèves en grande difficulté.
 - Souci de rentabilité plutôt que d'égalité : l'égalité il faut la fabriquer. La récession des moyens accordés est bien liée à des choix politiques plutôt qu'économiques dans une des premières puissances mondiales.
 - Le démantèlement des services d'éducation crée l'inégalité.
 - Réaffirmer la gratuité de l'enseignement et son accès (favoriser l'accès aux transports, hébergement, sites culturels et sportifs...)

12 Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

- Nécessité de redéfinir l'école comme une institution (ses missions et de ses enjeux dont la maternelle) par le dialogue, la communication fréquente entre parents et enseignants, dans un climat d'échange et de confiance.
- Outre celle d'enseigner, l'école a aussi une mission d'éducation, mais il est nécessaire de redonner à chacun son rôle et sa charge : pas de démission des parents, et l'état doit son aide aux familles en détresse.
- Nécessité de mettre en synergie tous les moyens au service de l'enfant et des apprentissages, et redonner du sens à la motivation par rapport à l'école.
- Le face à face prof élève ne suffit pas à régler les problèmes d'éducation, d'autres interlocuteurs sont indispensables : les aide éducateurs, ATSEM, membres du RASED qui ont tendance à disparaître).
- Meilleur adéquation entre l'école et le marché du travail sans que les filières professionnelles n'interviennent trop prématurément.
- Nécessité d'une formation initiale et continue des enseignants, non seulement au niveau didactique mais en réaffirmant la polyvalence de l'enseignant.

18 Comment, en matière d'éducation définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'état et des collectivités territoriales ?

- Consensus de l'assemblée quant à cette question, il en ressort :
 - Une nette opposition aux déclinaisons de la décentralisation, déjà affirmée au printemps 2003 par les enseignants.

- Une exigence : le rôle régulateur de l'état quant à l'attribution des moyens décentralisés. (disparité des politiques et des moyens des collectivités territoriales à tous les niveaux : région, département, commune)
- Programmes, formation et diplômes, recrutement doivent rester nationaux.
- Expression d'une volonté pour un réel aménagement du territoire garanti par l'état, en faveur de la ruralité. Il s'agit de préserver les bienfaits d'une proximité et de tenir compte de la diversité source de richesse.

Remarques complémentaires sur le débat.

- Public à 90% enseignants / 10% parents, élus, DDEN, lycéens.
- Critique quant aux éléments statistiques fournis : interprétations dangereuses. Exemple : taux d'encadrement des élèves prenant en compte les personnels nécessaires mais qui ne sont pas directement en présence des élèves (1^{er} et second degré)
- Remise en question de la nécessité de ce débat et critique sur son organisation : pas de moyen quant à la gestion des réunions, équipe d'animation non qualifiée...
- Gêne occasionnée par les réformes successives des 30 dernières années sans qu'il n'y ait le temps matériel de leur mise en place et de leur analyse.

Trois priorités pour l'École.

1 L'école doit rester conforme aux valeurs de la république.

2 Pour favoriser la réussite des élèves, réaffirmation de la nécessité d'une communication véritable basée sur la confiance, la coopération (parents, enseignants, médias)

3 Réaffirmer le rôle centralisé de l'état pour l'éducation nationale quant aux programmes, aux diplômes et recrutement des personnels enseignants et non enseignants. Favoriser plutôt la déconcentration que la décentralisation source d'inégalité.